

Olmert et la politique du canon : que fera la communauté internationale ?¹

Israël a réinvesti Gaza avec cynisme et brutalité. Réduisant à rien l'ouverture historique tentée par le Hamas ? Une fois de plus, la « communauté internationale », dont le silence est assourdissant, est placée au pied du mur.

Une grande première. Le large accord passé à la fin juin, après des semaines de négociations entre le président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre Ismaïl Haniyeh reconnaît implicitement l'Etat d'Israël. Le texte, qui stipule l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec pour territoires la Cisjordanie et la bande de Gaza, avec Jérusalem pour capitale, signifie un changement radical dans la position officielle du Hamas, à la tête du gouvernement depuis sa victoire aux élections législatives de janvier 2006. Le mouvement islamo-nationaliste avait toujours refusé depuis sa création en 1987 le droit à l'existence d'Israël.

L'accord prévoyait aussi de confiner la résistance à l'occupation dans les frontières de 1967. Autre fait saillant, il annonce la formation d'un gouvernement d'union nationale. Cet ensemble de mesures était contenu dans ce qu'il est convenu d'appeler le « *plan des prisonniers* ». Il a, en effet, été mis au point par des cadres des principaux mouvements palestiniens emprisonnés en Israël. Notamment Marwan Barghouti, le chef du Fatah en Cisjordanie, Abdelkhaleq Al-Natch (Hamas) et Abdelrahim Mallouh (Front populaire de libération de la Palestine). M. Abbas avait décidé de soumettre ce plan à un référendum le 26 juillet prochain s'il n'était pas accepté par les mouvements palestiniens.

Une première, donc. Un grand pas en avant vers un règlement du conflit, vers la paix, enfin, espérée depuis plus d'un demi-siècle ? Comment y croire alors qu'Israël et les Palestiniens se retrouvent dans une phase de confrontation violente et soigneusement planifiée par le pouvoir israélien. Au prétexte de libérer un jeune soldat enlevé, le gouvernement Olmert-Peretz a ordonné la réoccupation de la bande de Gaza. Avec des moyens disproportionnés et en détruisant systématiquement des infrastructures vitales pour les habitants du secteur. En jetant en prison des ministres, des députés et des maires du Hamas portés au pouvoir par le suffrage universel. Et en menaçant d'une intervention armée un Etat souverain, la Syrie. Le véritable objectif d'Israël est bel et bien de s'attaquer au gouvernement légitime dirigé par le Hamas au mépris de toute idée de négociation.

Unilatéralisme

M. Ehud Olmert avait pourtant récemment rencontré le président palestinien en Jordanie. Les deux hommes avaient convenu d'organiser une rencontre au sommet dans les prochaines semaines. Mais aucun des deux n'avait avancé de date ou de lieu pour ce sommet. Lors de sa tournée à Washington, Londres et Paris, Ehud Olmert a testé les réactions des grandes capitales occidentales à sa volonté de ne négocier, en tout état de cause, que sur la base de son plan unilatéral visant à fixer les frontières définitives d'Israël d'ici à 2010. Et il n'a cessé de réitérer la volonté de son gouvernement d'élargir le territoire de son pays aux principales colonies juives de Cisjordanie et aux rives du Jourdain. « *Je n'ai pas pris l'engagement d'en revenir aux frontières telles qu'elles sont définies par (Abbas) ou d'autres Palestiniens* » a-t-il répété à Petra. Comme s'il entendait faire à tout prix la démonstration qu'il ne dispose pas d'un partenaire crédible pour négocier la paix.

C'est précisément ce partenaire-là que Mahmoud Abbas prétend être. C'est pour se donner une stature suffisante qu'il a mis la pression pour amener le Hamas à entériner le « *plan des prisonniers* ». Le Hamas qu'Israël récusait comme interlocuteur tant qu'il refusait de reconnaître son droit à l'existence.

¹ Analyse parue dans le N° 275 du *Journal du mardi*, 4 juillet 2006.

Que fera maintenant la dite « communauté internationale », celle-là qui s'est largement accommodée à ce jour de l'unilatéralisme des autorités israéliennes, réservant ses sanctions aux palestiniens ? Comme si la victime- l'occupé- était devenu le coupable. M. Bush a ainsi qualifié le plan Olmert d' « *audacieux* » et a encouragé vivement le chef du gouvernement à le mettre en œuvre. En Europe, les responsables européens ont mis quelques bémols. Mais la Commissaire européenne, Benita Ferrero-Walder, s'est autorisée à déclarer au nom de l'Union que le plan de désengagement était « *un pas an avant courageux*. » D'autre part, l'aide européenne, supprimée après la victoire électorale du Hamas, n'a toujours pas été rétablie dans sa totalité, alors qu'elle faisait vivre plus d'un million de personnes, aujourd'hui privées de revenus. Quant à l'argent des droits de douane (50 milliards de dollars par mois) qui appartiennent en propre aux Palestiniens, les autorités refusent toujours de les rétrocéder. Une manière de « *mettre les Palestiniens à la diète, mais pas de les faire mourir à petit feu* » a déclaré sans rire un officiel, conseiller d'Olmert.

Les trois conditions posées au gouvernement dirigé par le Hamas –reconnaître Israël, renoncer au terrorisme, accepter les accords d'Oslo- étaient peut-être légitimes. Elles sont grosso modo rencontrées. Mais il reste, encore et toujours, à se demander pourquoi les mêmes exigences ne sont pas posées au gouvernement israélien. Afin qu'il cesse ainsi la construction du mur condamnée par la Cour internationale de justice. Qu'il abandonne sa politique d'enlèvements et d'arrestations arbitraires – 8000 Palestiniens sont en prison, dont des députés et 400 femmes et mineurs d'âge - et d'assassinats ciblés dans les territoires occupés. Qu'il reconnaisse, à son tour, un Etat palestinien dans les frontières de 1967, comme l'impose le droit international et renonce à un unilatéralisme qui nie le sens même de toute perspective de paix. Et qu'il renonce au terrorisme d'Etat.

Le rôle des prisonniers

C'est le 10 mai que des responsables palestiniens emprisonnés en Israël ont rendu publiques, des propositions pour tenter de mettre un terme à la crise qui oppose les deux principaux mouvements palestiniens, le Fatah et le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), depuis la victoire de ce dernier aux élections législatives du 25 janvier. On y trouve notamment l'idée d'une coalition rassemblant les nationalistes du Fatah et les islamistes du Hamas. La formation d'un tel gouvernement n'avait pas été possible après les élections, compte tenu des divergences qui opposent les deux mouvements. Le Fatah avait justifié son refus en soulignant l'hostilité du Hamas à une renonciation à la violence, comme à la reconnaissance d'Israël et aux accords conclus par l'OLP.

Les responsables emprisonnés appelaient à la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 (c'est-à-dire à Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est). Ils estimaient également que la "*résistance*" devrait exclure les opérations armées, militaires ou terroristes, en Israël.

Le chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, s'était félicité de ces prises de position. Des responsables du Hamas avaient estimé qu'elles pourraient constituer une base pour le "*dialogue national*". Les prisons israéliennes ont toujours constitué des lieux de pouvoir et de débats palestiniens, compte tenu du nombre important de militants, toutes factions confondues, qui y sont détenus (environ 7000). Le sort des prisonniers est central dans la société palestinienne